

# Another way of transferring the Syrian case to the UN

---

SYRIA PRESS REVIEW #25

Friday, January 6 2012

*The Western and Gulf press, which has widely challenged the Arab League monitors, echoes the Qatari Prime Minister's decision that this type of mission does not fall with the League's competence. Then, the press reports on the Free Syrian Army commander's request that the responsibility be passed to the United Nations.*

*Nobody seems to remember that the Arab League was relying on the mission's report to seize the Security Council. No longer able to count on a report that will certify the guilt of the Assad government, the League would now expect the UN Secretary General to draft one with the desired slant and submit it to the Security Council.*

*Every day, the Western press has a nice story to tell. Today, it is the portrait of Fadwa Suleiman, a young actress who joined the revolution. She must not be all that famous since the Arabic newspapers assiduously recall her supporting role in a television series, just in case readers have a problem identifying her.*

- The *Tehran Times* confirms that the "movement against the expansion of Shiism in Syria" claimed responsibility for the abduction in Homs of 5 (currently 7) Iranian engineers.

The Iranian newspaper does not say that this movement is in fact a front for the al-Farouk Brigade of the Free Syrian Army.

- *Le Figaro* summarizes the work of the Strategic Research and Communication Center, billed as the think tank of the Syrian National Council. In a recent report, the Center framed a diplomatic and military strategy for the overthrow of Bashar al-Assad. The French newspaper fails to indicate that this center is a pseudopod of the neoconservative Henry Jackson Society, which had already published the same text in another form.

Le Monde (France)

# La mission arabe en Syrie fait face à un déluge d'obstacles

L'opposition et les manifestants syriens continuent de réclamer l'intervention de l'ONU

**D**es automitrailleuses militaires repeintes en bleu pour les transformer en véhicules de police; l'armée qui tire sur les manifestants dans un quartier d'Homs tandis que les observateurs arabes en visitent un autre; une femme arrêtée à un check-point peu après avoir été interrogée par des observateurs à Moudamiyeh, dans la banlieue de Damas; des observateurs obligés d'attendre plusieurs heures que les autorités syriennes veillent bien les transporter où ils le désirent; des panneaux routiers changés pour entretenir la confusion; des détenus évacués de leurs prisons vers des casernes; des snipers embusqués sur les toits qui continuent de tuer, etc. Les exemples d'entraves placées par les autorités syriennes à la mission d'observation de la Ligue arabe, débutée le 26 décembre, sont innombrables.

A tel point que l'opposition syrienne somme la Ligue arabe de se montrer plus efficace ou de céder la place aux Nations unies. Le colonel Riad Al-Assad, chef de l'Armée syrienne libre (ASL), qui regroupe essentiellement des déserteurs, a demandé que la Ligue « se désiste et permette à l'ONU (...) d'assumer ses responsabilités ».

Le même jour, Burhan Ghalioun, président du Conseil national syrien (CNS), en a appelé lui aussi à l'ONU pour instaurer des zones humanitaires sûres en Syrie et une d'interdiction de survol du territoire.

**Le premier ministre du Qatar a reconnu des « erreurs » et ouvert la porte à la possibilité d'une « assistance technique » de l'ONU**

Les comités locaux de coordination de la révolution syrienne ont appelé à des manifestations géantes, vendredi 6 janvier, avec le slogan : « Nous demandons une internationalisation ».

Dimanche au Caire, le comité interministériel de la Ligue arabe sur la Syrie doit tenir une réunion pour entendre le premier rapport intermédiaire du chef de la mission, le général soudanais Mohamed Al-Dabi, très critiqué pour ses déclarations initiales dans lesquelles il semblait dédouaner les autorités syriennes. Et décider de la poursuite ou non de la mission.

« Il était clair dès le premier jour que cette mission allait tourner en rond, concède un diplomate arabe. La Syrie a négocié pied à pied pour la vider de sa substance, réduire sa taille, limiter sa marge de manœuvre. Elle n'a donné son accord qu'au tout dernier moment, sous la pression de la Russie et la menace d'une intervention de l'ONU. Le temps de préparation était donc ridicule, insuffisant. Le régime fait les seules choses qu'il sait faire : gagner du temps et réprimer. Il compte sur la désunion des rangs arabes et s'en remet, en dernier recours, au soutien de la Russie et de l'Iran. »

La Ligue arabe est loin de parler

d'une seule voix sur le dossier syrien. Entre les alliés de Damas (Liban et Irak), ceux qui sont hostiles à un nouveau changement de régime (Algérie, Mauritanie, Soudan), les ennemis affichés du régime syrien (les pays du Golfe, la Jordanie, la Libye et la Tunisie) et ceux qui n'ont pas arrêté de position (l'Egypte), la mission est tirailée entre des influences contradictoires.

Sa composition et l'identité des observateurs, qui sont une centaine en Syrie à ce jour, souffrent de la même hétérogénéité. Sur la liste partielle de 22 noms que *Le Monde* a réussi à se procurer, on note qu'une vaste majorité des observateurs sont des fonctionnaires de la Ligue arabe ou des cadres de l'Organisation arabe pour les droits de l'homme (ou les deux), nommés par leur gouvernement respectif.

Seuls deux membres appartiennent à des ONG indépendantes. Quatre membres sur 22 sont des militaires de carrière, dont le très controversé chef de mission soudanais. « Le général Al-Dabi n'était pas le choix idéal en termes de relations publiques, reconnaît le diplomate arabe. Mais il fallait quelqu'un d'acceptable par Damas. Même Mère Teresa aurait été incapable de stopper la violence ».

Selon le décompte tenu par le Violation Documentation Center, 199 personnes ont été tuées depuis l'arrivée de la mission, le 26 décembre.

« Ce que nous demandons, explique Nadim Houry, de Human Rights Watch [HRW], c'est plus de transparence dans les critères de sélection des observateurs et sur les conditions d'exercice de la mission. Cette mission n'est pas un but en soi, elle doit être le moyen de protéger le peuple syrien. » Diplomates et experts, qu'ils soient indépendants ou membres d'organisations internationales comme le haut commissariat de l'ONU aux droits de l'homme, sont dans l'ignorance de la composition de la mission, de ses conditions réelles de travail, des procédures suivies.

« Comment évaluer les libérations de prisonniers [comme celle annoncée, jeudi, de 552 personnes] si l'on ne sait pas combien il y a de détenus au total ni où ils sont ? », s'inquiète un spécialiste de ce type de mission, que la Ligue arabe n'avait jamais menée jusqu'à présent. Mais il ne se risque pas à demander le retrait de la mission. « Même si Damas ne respecte aucun de ses engagements en matière d'arrêt de la répression, c'est la seule lucarne que nous avons sur ce qui se passe en Syrie. »

Les offres de service de HRW et des Nations unies sont restées sans réponse de la Ligue arabe. Jeudi, le cheikh Hamad ben Jassem Al-Thani, premier ministre du Qatar et chef de file du comité de suivi à la Ligue arabe, a reconnu des « erreurs » et ouvert la porte à la possibilité d'une « assistance technique » de l'ONU lors d'une rencontre avec son secrétaire général Ban Ki-moon. Un nouveau pas vers l'internationalisation souhaitée par l'opposition et les manifestants syriens. ■

CHRISTOPHE AYAD

Le Figaro (France)

# Une intervention en Syrie n'est plus taboue

## Un rapport endossé par l'opposition détaille les conditions d'une frappe aérienne.

**PIERRE PRIER** **PROCHE-ORIENT** Le Conseil national syrien, principal mouvement de l'opposition, serait-il désormais favorable à une intervention militaire occidentale ? Le mouvement publie sur son tout nouveau site, syriancouncil.org, un rapport intitulé *Une zone de sécurité pour la Syrie. La création d'une «zone tampon» est revendiquée par le CNS depuis son congrès de Tunis en décembre dernier.*

Mais le texte va beaucoup plus loin en décrivant la conséquence inévitable, selon les auteurs, de la libération d'une partie du territoire syrien. Elle suppose d'abord une «campagne de frappes défensives préventives» contre le système de défense aérienne syrien, afin de permettre aux aviations occidentales de protéger la zone libérée. «Les frappes pourraient être réalisées par des avions français, britanniques et turcs, avec le soutien arrien des Emirats arabes unis, du Qatar et de la Jordanie.»

La ressemblance avec l'intervention en Libye est revendiquée par le texte, rédigé par le politologue Michael Weiss et produit par le Strategic Research and Communication Centre. Ce centre de réflexion basé à Londres se propose de

fournir des travaux de recherche au Conseil national syrien. L'éditeur du rapport, Qusayma Monajed, est d'ailleurs le conseiller du président du CNS, Burhan Ghalioun. Et le texte a été «revu», comme indiqué sur sa page de garde, par le général Akil Hachem, conseiller militaire du Conseil national syrien.

Pourtant, ce texte ne peut être considéré comme une déclaration politique officielle du CNS, tempère Bassma Kodmani, membre du comité exécutif du mouvement. «Oui, nous demandons la

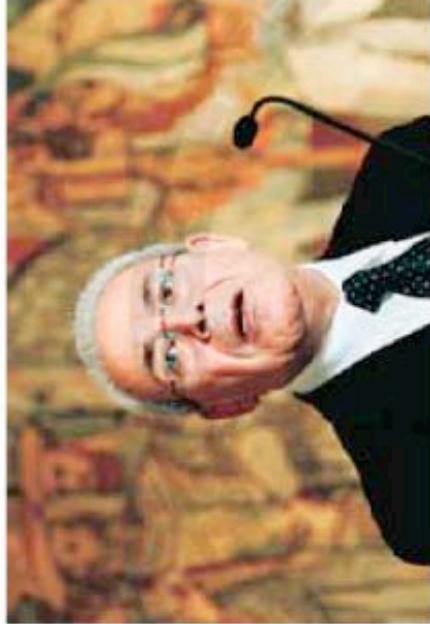
mode d'emploi pour obtenir laval de l'ONU en contournant le Conseil de sécurité, verrouillé par la Chine et la Russie, alliés du régime de Damas.

**Le précédent de la Corée**

Selon l'auteur, l'Assemblée générale pourrait autoriser l'intervention armée, pourvu qu'elle la vote à la majorité. Un précédent existe, celui de la guerre de Corée, patraînée par l'Assemblée générale pour passer outre au veto de l'URSS au Conseil de sécurité.

L'Assemblée pourrait invoquer l'article 51, qui autorise «l'autodéfense». Celle des Etats de la région, qui considèreraient que la guerre civile en Syrie les menace directement. Ou l'autodéfense de la Syrie même, à condition que le CNS soit reconnu comme le seul représentant du peuple syrien.

Les solutions politiques paraissent d'autant plus urgentes que la situation militaire se dégrade. Selon l'auteur, la résistance armée sur le terrain est «automisée» en groupes indépendants. L'Armée syrienne libre (ASL), écrit-il, ne peut être prise au mot quand elle assure représenter les déserteurs. L'ASL annonce une initiative spectaculaire dans les prochains jours. «Mais il n'est pas certain qu'elle contrôle même les offensives les plus en vue sur le terrain», écrit Michael Weiss. ■



Burhan Ghalioun, président du Conseil national syrien, principal mouvement de l'opposition.  
ARMANDO FRANCA/AF

Libération (France)



Extrait d'une vidéo amateur, le 30 décembre à Duma (ouest de la Syrie). PHOTO AP

# Syrie : l'incurie de la Ligue arabe pointée

**RÉPRESSION** L'opposition syrienne, les Etats-Unis et la France appellent à une intervention de l'ONU.

**D**ix jours après le début de la mission des observateurs arabes en Syrie, la controverse s'amplifie sur leur mission, qui n'a nullement empêché la poursuite de la répression. Le protocole signé au Caire par Damas et la Ligue arabe appelaient pourtant à un arrêt total des violences et au retrait des chars des villes. Mais, à l'évidence, il n'est toujours pas respecté. Hier, ce sont cinq civils qui ont encore été tués par balles dans plusieurs villes, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme. De leur côté, les comités locaux de coordination, qui organisent la mobilisation, ont fait état de la mort de 390 personnes depuis le début de la mission arabe, le 26 décembre. Même si le chiffre est exagéré, force est de constater que les observateurs n'ont pas mis fin à l'effusion de

sang. D'où des critiques virulentes de l'opposition à leur encontre et le souhait de plusieurs parties de voir l'ONU intervenir pour mettre fin à la répression. C'est le cas de Washington, qui a estimé hier que Damas n'avait pas respecté ses engagements envers la Ligue arabe et qu'il était «largement temps» pour les Nations unies d'agir. Paris a aussi jugé «utile» leur contribution pour «renforcer la mission» des observateurs.

Ces derniers ont été dénoncés par l'opposition comme «manquant de professionnalisme». «Ils ne se sont jamais écarter des clous. Ils ont été où le régime voulait qu'ils aillent», confirmait hier un diplomate basé en Syrie. D'où une certaine animosité à leur encontre. «Nous et le peuple syrien sommes pour le transfert du dossier à l'ONU car les Arabes ne sont capa-

bles de prendre aucune décision réelle sur la Syrie», a renchéri le colonel Riad Assad, chef de l'Armée syrienne libre, basé en Turquie. Pour les manifestations d'aujourd'hui, les militants pro-démocratie ont lancé sur la page Facebook «Syrian Revolution 2011» des appels à scandaler des slogans en faveur de «l'internationalisation de la crise». A Damas, où les défections sont rares, un proche du régime a réussi à quitter le pays. Mahmoud Souleiman Hajj Hamad, qui était inspecteur financier auprès du chef du gouvernement et du ministère de la Défense, a accusé sur Al-Jazeera le régime de recevoir des «aides financières d'Irak et d'Iran», et d'avoir dépensé 40 millions de dollars (31 millions d'euros) pour payer les miliciens chargés de la répression.

JEAN-PIERRE PERRIN

De Standaard (Pays-Bas / Netherlands)

# Arabische Liga hekelt eigen

De premier van Qatar, die de 'task force' van de Arabische Liga voor Syrië leidt, hekelde gisteren de 'fouten' die de Arabische waarnemers in de voorbije week maakten.

VAN ONZE CORRESPONDENT

MIDDEN-OOSTEN

JORN DE COCK

BRUSSEL | Zo'n honderd waarnemers van de Arabische Liga bevinden zich nu in Syrië. Ze moeten toeziend op de naleving van een 'Arabisch protocol' om de noodtoestand in dat land te beëindigen. Maar sinds hun aankomst op 26 december klonk er geregeld forse kritiek op de waarnemers. Zo posten Syrische opposanten gisteren nog clips op YouTube waarop pantserwagens van het leger te zien zijn in enkele noordelijke steden, terwijl de waarnemers begin deze week nog 'bevestigden' dat het Syrische leger zich uit de steden had teruggetrokken.

Burhan Ghalioun, de voorzitter van de oppositiepartij 'Syrische Nationale Raad', zei gisteren dat de waarnemers 'op zijn minst een luttele inzicht zouden moeten verschaffen over wat er gebeurt'. Kolonel Riyad Al Asaad, lid van een los verband van legerdeserteurs die hun wapens tegen het regime keerden, zei 'te hopen dat de waarnemers hun missie tot een mislukking verklaren en worden teruggetrokken.'

Ook de premier van Qatar, sjeik Hamad bin Jassim Al Thani, sprak gisteren over 'fouten die zonder enige twijfel zijn gemaakt'. De kritiek van de Qatariere premier is des te opmerkelijker, omdat hij aan het hoofd staat van de 'task force' van de Arabische Liga voor Syrië. Het kleine golfstaatje Qatar was een van de landen binnen de Liga die hard hadden aangedrongen op de waarnemingsmissie in Syrië.

#### Manoeuvre van Qatar

Ook de benoeming van het omstrede hoofd van de missie, de Sudanese generaal Mohammed al Dabi, werd gezien als een manoeuvre van Qatar: de generaal, die wordt bekritiseerd om zijn optre-

den in de opstandige Sudanese provincie Darfur, was ook vier jaar lang de Sudanese ambassadeur in Qatar en had zo vooraf voor de Qataren een 'veilige kaart' moeten zijn. Maar net generaal Al Dabi kreeg in de afgelopen week bakken kritiek voor zijn opmerkingen die het geweld in Syrië leken goed te praten.

De Qatariere premier kondigde aan dat de Syrië-stuurgroep van de Liga dit weekeinde een eerste rapport van de waarnemingsmissie zal bespreken en de situatie zal 'evalueren'. 'We zullen bekijken of de missie kan blijven of niet', aldus premier Al Thani.

**Arabische waarnemers in Syrië worden rondgereden door het regime en volgens critici zo voortdurend om de tuin geleid**

De kritiek van de premier kan doorwegen in de discussies binnen de Arabische Liga. Qatar bokst in de revolutiegolf sinds vorig jaar ver boven zijn soortelijk politiek gewicht. Het landje financierde mee de opstand in Libië en heeft met zijn satellietzender Al Jazeera de 'huiszender van de revolutie' — ook al is Qatar zelf geen democratie.

Tot voorig voorjaar had Qatar ook goede betrekkingen met het Syrische regime van president Bashar al Assad, maar door de weigering van Assad om toegevingen te doen aan de oppositie, koos Qatar de



Een waarnemer van de Arabische Liga in Syrië praat met een jonge scholier in Deraa. © ap

kant van de oppositie. Incidenten zoals de bestorming van de Qatariere ambassade in Damascus, waarschijnlijk georchestreerd door het regime, hebben de spleet tussen de beide landen verder verzuurd.

Dat de Arabische Liga zal proberen om aanpassingen door te voeren in de waarnemingsmissie,

lijkt al vast te staan. Zo hebben de Arabische observatoren in Syrië op dit moment geen eigen voertui-

gen, zodat ze door het regime worden rondgereden — en volgens critici zo voortdurend om de tuin worden geleid. De vraag is of het Syrische regime verdere toegaven zal doen aan de Arabische missie. Gebeurt dat niet, dan zal de druk stijgen om de missie maar meteen op te heffen.

De gevolgen van zo'n Arabische mislukking kunnen verreikend zijn. Als er geen 'Arabische oplösing' voor de crisis in Syrië moge-

Tageszeitung (Allemagne / Germany)

# Syrer fordern deutsche Sanktionen

**ORTSTERMIN** Syrische Oppositionelle fordern per Pressekonferenz in Berlin die Bundesregierung zum Handeln auf. Auch die deutsche Öffentlichkeit könnte den Protestierenden in Syrien mehr helfen



Einsatz für die syrische Opposition: Der syrischstämmige Grünen-Politiker Ferhad Ahma in der Bundespressekonferenz Foto: dapd

BERLIN taz | Nun sitzen sie im großen Konferenzsaal der Bundespressekonferenz, mitten im politischen Zentrum der deutschen Hauptstadt. Das gibt ihrem Auftritt einen geradezu offiziellen Anstrich. Ehe in einer Stunde die versammelten Sprecher der Bundesregierung hier Stellung beziehen müssen, haben drei Männer aus einer Graswurzelbewegung das Wort: Ferhad Ahma, Hozan Ibrahim und Ameral-Neser, alles Vertreter der syrischen Demokratiebewegung. Bevor es hier vor dem blauen Wand, die in den deutschen Fernsehnachrichten so oft zu sehen ist, wieder um Wulff geht, geht es nun um Leben und Tod.

Seit Beginn der Proteste gegen das Regime des syrischen Präsi-

denten Assad im März sind nach Schätzungen der Vereinten Nationen bereits mehr als 5.000 Menschen ums Leben gekommen. „Wenn die internationale Gemeinschaft weiter so langsam handelt, wie sie es bislang tut, dann droht der Konflikt in Syrien endgültig zu eskalieren“, sagt Ferhad Ahma, Mitglied des syrischen Nationalrates.

Ahma weiß, was Opposition für Syrer auch in Deutschland bedeuten kann. Am zweiten Weihnachtstag wurde der Grünen-Politiker in seiner Berliner Wohnung von Unbekannten überfallen und mit Schlagstöcken traktiert. Dass der Überfall ein Einschüchterungsversuch syrischer Geheimdienste gewesen ist, daran zweifeln wenige.

„Die Solidarität, die ich danach erfahren habe, hat mich bestärkt, nun erst recht für ein friedliches und demokratisches Syrien zu kämpfen“, sagt er.

Heute richtet Ahma einen Appell an die deutsche Öffentlichkeit. Er hat dafür Amer al-Neser mitgebracht. Der 27-jährige, der in Aachen Medizintechnik studiert, ist Sprecher eines großen Netzwerks syrischer Aktivisten. „Derzeit bemüht sich die syrische Opposition mit allen Mitteln, diesen Konflikt friedlich zu

Oppositionellen heute aufzustellen: das sofortige Einfrieren der politischen Beziehungen zum Assad-Regime, den Abzug des deutschen Botschafters aus Damaskus. Das sind die Kernbotschaften dieser Pressekonferenz, die an diesem Mittwoch vis-à-vis von Bundestag und Bundeskanzleramt stattfindet.

Keine Stunde später, beim Pressetermin der Bundesregierung, sitzt am gleichen Tisch Andreas Peschke, Sprecher des Auswärtigen Amtes. Nein, sagt er, der deutsche Botschafter bleibe in Damaskus. Zwar sei die Bundesregierung im Austausch mit syrischen Oppositionellen. Doch nun werde zunächst abgewartet, zu welchen Erkenntnissen die Arabische Liga käme. Es wird also wohl noch etwas dauern.

Vielleicht ist das der Grund, weshalb sich Syriens Opposition inzwischen direkt an die europäische Öffentlichkeit wendet. In einem Aufruf Ende Dezember hatte die syrische Oppositionelle Khawla Dunia in einem Hilfsappell in der taz auch schon um direkte finanzielle Unterstützung geworben – und um Spenden für die Hilfsinitiative „Adopt a Revolution“, durch die lokale Widerstandsgruppen in Syrien direkt unterstützt werden können. Ferhad Ahma sitzt im Beirat dieser zivilgesellschaftlichen Hilfskampagne. Gut möglich, dass er gerade deshalb überfallen wurde.

KAREN GRASS, MARTIN KAUL

## Das Auswärtige Amt reagiert auf die Forderungen bisher nur sehr zurückhaltend

lösen“, sagt al-Neser. „Und es ist eine Lüge, die dem Assad-Regime nur so passen würde, dass wir diejenigen sind, die Gewalt anwenden.“ Wenn die internationale Gemeinschaft jedoch weiter zuschauet, wie friedlich demonstrierende Menschen erschossen werden, dann wisse niemand, wie sich die Lage in Syrien entwickeln werde.

„Zum Schutz syrischer Menschenrechtsaktivisten braucht es dringend eine Flugverbotszone im Land – und schlagkräftigere Sanktionen gegen das Unrechtsregime“, sagt al-Neser. Es gibt noch mehr Forderungen, die die

# Qatar gesteht Fehler der Arabischen Liga in Syrien ein

Hamad bin Dschassim bittet UN um „technische Hilfe“ bei Beobachtermision

Her. ABU DHABI, 5. Januar. Qatar hat Fehler bei der Überwachung des Friedensplans der Arabischen Liga in Syrien zugestanden. Die Liga habe Neuland betreten und man werde aus den Fehlern lernen, sagte der Ministerpräsident von Qatar, Hamad bin Dschassim Al Thani. Die Beobachter verfügten nicht über die nötige Erfahrung. Auf Einzelheiten ging er nicht ein. Ziel des Einsatzes sei nicht gewesen, die Gewalt in Syrien zu stoppen, sondern lediglich die Lage zu beobachten. Nur Syriens Staatspräsident Baschar al Assad könne das Töten beenden. Qatar hatte sich in der Arabischen Liga als Wortführer der Syrien-Kritiker hervorgetan.

Hamad bin Dschassim bat in New York die Vereinten Nationen und deren Gene-

ralsekretär Ban Ki-moon um „technische Hilfe“ für die laufende Beobachtermision. Mit Ban Ki-moon besprach er praktische Maßnahmen für deren Unterstützung. Die Arabische Liga will voraussichtlich am Sonntag einen Bericht zur Lage in Syrien veröffentlichen. Zuvor wollen die Außenminister des Sonderausschusses der Arabischen Liga zu Syrien am Samstag die Ergebnisse der ersten Beobachtergruppe diskutieren.

Das syrische Staatsfernsehen sprach unterdessen von weiteren Fortschritten bei der Umsetzung des Friedensplans. So seien 552 Häftlinge freigelassen worden, die während der Proteste festgenommen worden seien und an deren Händen kein Blut klebe.

Die syrische Opposition wirft den Beobachtern der Arabischen Liga vor, aus logistischen Gründen teilweise mit den syrischen Behörden zusammenzuarbeiten. Zudem ließen sich die Beobachter, von denen einige mit dem Regime in Damaskus sympathisierten, von ihm täuschen. Die oppositionelle „Freie Syrische Armee“ forderte die Arabische Liga auf, die Mission für „gescheitert“ zu erklären. Seit ihrem Beginn am 26. Dezember starben nach Angaben von Aktivisten fast 400 Menschen. Ein ranghoher Beamter, der sich nach Kairo abgesetzt und der Opposition angelassen hatte, sagte am Donnerstag, das Verteidigungsministerium finanziere die Schabiha-Milizen, die für einen Großteil der Gewalt verantwortlich sind.

Financial Times Deutschland (Allemagne / Germany)



Er hat auch Freunde: Eine Demonstration, die zur Unterstützung des syrischen Präsidenten **Bashar al-Assad** in Damaskus am Mittwoch organisiert wurde, sammelt sich um die Staatsflagge

## Arabische Liga ruft Uno zu Hilfe

Katar gesteht Fehler ein und fragt Ban Ki-moon um Rat // Samstag entscheidet die Liga über Zukunft des Einsatzes

Astrid Prefel, Kairo, und Raniah Saltoun, Berlin

Katar, Mitgliedsstaat der Arabischen Liga, hat Zweifel an der Beobachtermission in Syrien geäußert und den Uno-Generalsekretär Ban Ki-moon um Hilfe gebeten, berichtete die kuwaitische Nachrichtenagentur Kuna. „Die Beobachter haben ihr Bestes versucht“, sagte Scheich Hamad Bin Dschassim Bin Dschabir Al Thani, Premier- und Außenminister von Katar, im Gespräch mit Ban am späten Mittwochabend. Doch die Arabische Liga habe schlicht keiner Erfahrung mit solchen Missionen. „Ich sehe, dass Fehler gemacht wurden“, sagte der Scheich, „wir brauchen die Erfahrung der Uno, und wir müssen sehen, wie die Mission weitergeht, sollten die Beobachter zurückkehren.“ Ein Sprecher der Uno bestätigte, dass Katars Premierminister und Ban über „praktische Maßnahmen“ gesprochen hätten, „mit denen die Uno die Beobachtermission der Arabischen Liga in Syrien unterstützen könnten“.

Als Vorsitzender der Taskforce der Arabischen Liga zu Syrien hatte der Scheich entscheidenden Anteil am Entstehen der Beobachtermission. Dass nun ausgerechnet er den Einsatz infrage stellt, unterstreicht die Hilflosigkeit der Arabischen Liga in der eskalierenden Krise. Bereits in den letzten Tagen hatten verharmlosende und widersprüchliche Aussagen des sudanesischen Missionärs Mustafa al-Dabi Zweifel an der Eignung des Teams aufkommen lassen. Für den Samstag wurde nun ein Sondertreffen in Kairo angekündigt, auf dem die Be-

obachter von ihren Erfahrungen vor Ort berichten sollen. Danach wollen die arabischen Staaten entscheiden, ob die Mission fortgesetzt wird. Ein Abbruch käme dem Scheitern gleich, den Konflikt auf regionaler Ebene zu lösen. Eine weitere Eskalation wäre wohl unvermeidlich.

Frankreich begrüßte den Vorschlag Katars, die Beobachtermission mit Uno-Hilfe zu verstärken. Aufgrund des Risikos der Manipulation und des Vertuschens seien alle Beiträge sinnvoll, insbesondere voneinander der Uno, die die Wirksamkeit der Beobachtermission in Syrien verbessern“, sagte Romain Nadal, ein Sprecher des französischen Außenministeriums, am Donnerstag. In einem Punkt widersprach er jedoch dem katarischen Premierminister. Dieser hatte in seinem Gespräch mit dem Uno-Generalsekretär betont, die Aufgabe der Araber in Syrien sei es nicht, nur ein Ende der Gewalt zu sorgen, sondern lediglich zu beobachten. Insbesondere an diesem Punkt hatte sich die Kritik von Menschenrechtsorganisationen und der syrischen Opposition an dem Einsatz entzündet, gingen die Schüsse auf Demonstranten doch auch in Anwesenheit der Beobachter unvermindert weiter. „Die Arabische Liga hat durchaus ein Mandat, ein Ende des Tötens durch die syrischen Sicherheitskräfte herbeizuführen“, sagte hingegen Nadal.

Die Arabische Liga hatte die Beobachter entsandt, um die Umsetzung ihres Friedensplans mit dem syrischen Regime zu überwachen. Dieser Plan sah unter anderem ein Ende der Gewalt vor, die Offnung Syriens für ausländische Journalisten sowie

### Regierungsflüchtling

**Angst** Mahmud Hamad, oberster Finanzkontrolleur im Verteidigungsministerium, hat sich als erstes syrisches Regierungsmittel ins Ausland abgesetzt. Dem TV-Sender al-Osrasira sagte er, die Regierung sei Geisel des Sicherheitsapparats. Aus Furcht vor Repressionen wage keiner zu fliehen.

**Geld** Hamad sagte auch Machthaber Baschar al-Assad habe bereits 30 Mio. Euro ausgegeben für seine Schergen.

Verhandlungen zwischen der Regierung und der Opposition. Eigentlich sollten die Beobachter bis Ende des Monats im Land bleiben, beziehungsweise so lange, wie Syrien den Friedensplan vollständig umgesetzt hat.

Burhan Ghaliou, Vorsitzender des oppositionellen Syrischen Nationalrats, sagte am Donnerstag in einem Interview mit dem britischen Sender BBC, er sei ebenfalls dafür, die Beobachtermission der Arabischen Liga durch die Uno zu ergänzen oder sogar zu ersetzen. Der Uno-Menschenrechtsrat hatte bereits im August eine internationale Untersuchungskommission für Syrien eingeschaltet, die das Ausmaß der Menschenrechtsverletzungen vor Ort untersuchen sollte. Das syrische Regime lehnt jedoch deren Einsatz nach wie vor ab.

Die arabischen Beobachter akzeptierte Damaskus erst, nachdem die Liga mit harten Sanktionen und einem Ausschluss Syriens aus dem arabischen Staatenbund gedroht hatte. Zudem wurde mit dem Ex-Darfur-Militärrakondukteur al-Dabi ein Missionschef aus einem Land ernannt, das über gute Beziehungen zu Syrien verfügt. Besonders der sudanesische General sorgte jedoch für Kritik an dem Einsatz. Eine syrische Oppositionsgruppe etwa kannte ihn im Internet mit einem fiktiven Interview. Darin sagte al-Dabi, eine Zigarette und eine Bierdose in der Hand, er sei nur in Syrien, um Urlaub zu machen, und alles sei gut. Auch die Lokalen Koordinationskomitees, ein Aufstandsnetwork in Syrien, warf den Beobachtern einen Mangel an Professionalität vor.

The Daily Telegraph (Royaume-Uni / United Kingdom)

# Arab League urged to push for UN safe areas for Syria rebels

By Christine Marlow in Paris

THE Arab League must acknowledge the failure of its observer mission to Syria and press instead for a United Nations Security Council resolution imposing a no-fly zone to create safe areas for the rebels, the main Syrian opposition leader said yesterday.

Burhan Ghalioun, the president of the Syrian National Council, told *The Daily Telegraph* that any international military operation could be conducted on a much more limited scale than in Libya and need not necessarily be led by Nato.

The Arab League is facing a growing backlash for the perceived ineffectiveness of a contingent of monitors it has sent to Syria to observe the regime's compliance with a regional peace plan.

President Bashar al-Assad's security forces have been accused of killing hundreds of civilian protesters since the observers arrived, leading to allegations that the mission has achieved nothing except to allow the regime to stall for time.

Pressure on the Arab League to take sterner action is only likely to grow after an international activist group, Avaaz, yesterday alleged that 617 people had been tortured to death in police detention since the uprising against Mr Assad began last March.

Mr Ghalioun, who has made his home in Paris after more than four decades in exile, said he believed the Arab League should still lead the international response to the Syrian crisis, but that the time had come to prove that it was serious in challenging Mr Assad.

"We are leading the Arab League to reaching the position that they have failed in protecting people in Syria," he said. "But we still want the Arab League to make the calls and take the initiative, so we are pushing them to call for a UN Security Council resolution."

Arab League ministers are due to meet in the Egyptian capital Cairo tomorrow to decide whether or not to allow the observer mission to continue.

Hamad bin Jassem al-Thani, the Qatari prime minister who leads the league's Syria steering committee, acknowledged yesterday that the observer mission had made "mistakes" but there were growing



Mubarak at court on a stretcher

## Prosecutor seeks death penalty for Mubarak

A prosecutor demanded the death sentence yesterday for Hosni Mubarak, the former Egyptian president, arguing that he had ordered the killings of anti-regime demonstrators.

"The law foresees the death penalty for premeditated murder," Mustafa Khater told the court during the trial of Mr Mubarak, 83, who was toppled in a popular uprising in February.

In his closing argument, Mustafa Suleiman, the chief prosecutor, said that "the president of the republic is responsible for protecting the people, and the question is not simply

one of whether he ordered the killing of protesters, but to know why he did not intervene to stop the violence."

He argued that Mr Mubarak must have ordered police to open fire during the 18-day uprising that ended his three-decade rule, leaving more than 850 dead.

The defence, and lawyers representing alleged victims' families, will argue their side next week.

Yesterday's hearing came a day after polls closed in the final round of parliamentary elections, which are expected to give control of parliament to the Islamists the former president had long repressed.

signs that the monitors would be given a reprieve.

Although the league has threatened to refer Syria to the Security Council if Mr Assad is shown not to have ended the violence against his own people, it is far from clear whether it has the collective will to do so. And while a resolution with Arab backing would make it harder for Russia and China to continue backing

Syria at the council, there are also doubts whether Western powers have the appetite to do anything more than impose sanctions against Damascus.

Mr Ghalioun insisted that the opposition only needed limited military assistance and called for the creation of a "safe zone" in and around the restive province of Idlib, close to the Turkish border, where the rebel Free Syrian Army has its headquarters.

Although such a haven would require protection from the skies, a mission on the scale of the Nato-led intervention in Libya need not be undertaken, he claimed. "We don't have to destroy all the Syrian air force," he said. "You only need to secure a specific zone and this can be done without damaging the whole defences of the country."

"We believe that a safe zone will encourage battalions and armies of the regime to defect and take the side of the revolution. This would topple the balance of power in the favour of the revolution."

A limited operation on the scale proposed by Mr Ghalioun is likely to rule out American involvement because US rules of engagement dictate that a no-fly zone can only be mounted over a territory where potentially hostile air defences have first been neutralised.

The Syrian National Council, which is dominated by exiles such as Mr Ghalioun, had decided last week to drop calls for non-Arab military intervention in the hope of building ties with other dissident groups. But he changed his mind after protesters on the streets of Syrian cities denounced the move.

Western powers have grown frustrated by divisions within the Syrian opposition. Didier Reynders, Belgium's foreign minister, held talks with rival opposition groups yesterday to seek to mend a rift that, he warned, was "playing into the hands of the Syrian regime".

Despite the frustration, Mr Ghalioun has won widespread praise in Western capitals after pledging that a post-Assad government would end military ties with Iran and end Syria's policy of providing arms and finance to Hamas and Hezbollah, the anti-Israel Islamist groups.

□ *Christine Marlow is a pseudonym of a Telegraph journalist who has reported from Damascus*

Le Journal de Montréal (Canada)

SYRIE

# Constat d'échec et appel à l'ONU

**DAMAS | (AFP) Le chef militaire rebelle syrien a qualifié, hier, d'« échec » la mission des observateurs arabes en Syrie, en raison de la répression incessante de la révolte populaire, et appelé à une aide de l'ONU pour mettre fin à près de dix mois d'effusion de sang.**

Parallèlement, les militants pro-démocratie ont appelé à des manifestations, aujourd'hui, pour réclamer « une internationalisation » de la crise, alors que la répression a fait encore 11 morts civils, tués par les troupes, à Homs (centre) et Deir Ezzor (est), selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme.

« On espère qu'ils (la Ligue arabe) annoncent l'échec de cette initiative » des observateurs, a déclaré le colonel Riad Assaad, chef de l'Armée syrienne libre (ASL), qui revendique quelque 40 000 militaires ayant fait défection de l'armée syrienne.

Il faisait allusion au Comité ministériel arabe chargé du dossier syrien qui se réunit, dimanche, au Caire pour entendre le rapport du chef de la mission d'observateurs, de plus en plus décriée par l'opposition syrienne.

Le premier ministre du Qatar, le cheikh Hamad ben Jassem Al Thani, président du Conseil ministériel, a évoqué une possible aide de l'ONU, pour les observateurs, en admettant que ces derniers avaient fait

« des erreurs » en raison d'un manque d'expérience.

Il a aussi indiqué, lors d'une rencontre, mercredi avec le chef de l'ONU Ban Ki-moon, que la Ligue arabe devait décider, après avoir entendu le rapport, dimanche, si cette mission allait se poursuivre et comment.

« Nous souhaitons que la Ligue arabe se désiste et permette à l'ONU, la plus habilitée à trouver des solutions, d'assumer la responsabilité, a dit le colonel Assaad, basé en Turquie. Nous, comme le peuple syrien, sommes pour le transfert du dossier à l'ONU, car les Arabes ne sont capables de prendre aucune décision réelle quant à la Syrie. »

Le chef de l'ASL a, en outre, confirmé une rencontre entre des observateurs arabes et des membres de l'ASL, à Homs, un haut lieu de la contestation.

## Prouver qu'il y a des dissidents

Sur une vidéo diffusée par des militants sur YouTube, on voit des hommes en uniforme militaire et d'autres portant le gilet orange des observateurs, tandis qu'un homme en civil explique que la réunion vise à montrer que ces combattants sont des officiers dissidents et non un « gang armé », comme l'affirme le régime.

La controverse suscitée par la mission des observateurs a incité plusieurs parties à favoriser une intervention de l'ONU pour mettre fin à la répression menée par le régime du président Bachar al-Assad, qui a fait plus de 5 000 morts, depuis le 15 mars

selon l'ONU.

Selon les Comités locaux de coordination, qui chapeautent la mobilisation sur le terrain, 390 personnes ont été tuées, depuis le début de cette mission arabe, le 26 décembre, alors que le protocole arabe la régissant appelait à un arrêt total des violences et au retrait des chars des villes syriennes.

Washington a estimé que le régime syrien n'avait pas respecté ses engagements vis-à-vis de la Ligue arabe et qu'il était « largement temps », pour l'ONU, d'agir. Paris a jugé « utile » une contribution de l'ONU pour « renforcer la mission » des observateurs.

## Manque de professionnalisme

L'opposition syrienne a dénoncé le « manque de professionnalisme » des observateurs arabes, ainsi que « les moyens détournés dont use le régime pour entraîner » leur travail.

« Tout le monde est conscient des dangers qui menacent notre révolution. Nous sortirons (dans la rue) avec notre revendication légitime pour une internationalisation de notre cause », ont écrit les militants, en appelant à des protestations massives, et ce, à travers le pays, sur la page Facebook Syrian Revolution 2011.

Simultanément, les autorités syriennes ont annoncé avoir libéré un nouveau groupe de 552 détenus « impliqués » dans le soulèvement populaire, mais n'ayant « pas de sang sur les mains ».

La Presse (Canada)

# « Envoyez l'OTAN au plus vite »

Témoignage d'un rebelle syrien à *La Presse*

La mission d'observation de la Ligue arabe, qui avait pour but de faire cesser la violence en Syrie, va de mal en pis. Hier, le premier ministre du Qatar a avoué à New York que les observateurs avaient fait plusieurs « erreurs ». Selon l'opposition, la répression des manifestations par le régime de Bachar al-Assad a fait au moins 400 morts depuis l'arrivée de ces derniers en sol syrien, dont 24 hier. Devant le constat d'échec, des voix s'élèvent pour demander une intervention armée de l'Occident, dont celle d'un jeune rebelle qui a accordé une entrevue exclusive à *La Presse*.



LAURA-JULIE PERREAU

« Envoyez l'OTAN. Au plus vite », Hassan (nom fictif) hocha tristement la tête en implorant les forces occidentales d'intervenir dans son pays, la Syrie.

Après 10 mois de rébellion, accompagnée par 10 mois de répression qui ont fait entre 5000 et 7000 morts selon de récents rapports, le jeune Syrien dans la vingtaine ne voit plus d'autre issue. « Il va y avoir des morts si l'OTAN bombarde, c'est certain, mais la souffrance va être de courte durée. Là, un peuple entier est en train de se faire tuer. Un à la fois. Ce régime ne tombera jamais à moins d'une intervention », a-t-il dit à *La Presse* hier lors d'une entrevue par l'entremise de Skype.

Des morts, Hassan – dont nous avons changé le nom pour des raisons de sécurité – en a vu plusieurs au cours des dernières semaines dans la ville du centre de la Syrie dont il est originaire. « On manifeste sans arrêt depuis le mois du ramadan. Au début, on n'était qu'une trentaine, mais beaucoup de gens se sont joints à nous. Autour du 15<sup>e</sup> ou du 16<sup>e</sup> jour du ramadan (mai-août), les forces de sécurité ont ouvert le feu et ont tué cinq personnes. Trois hommes, une fille et un enfant ». Cette manifestation a été un tournant dans la vie du jeune Syrien.

Depuis, tenir tête au régime de Bachar al-Assad est devenu le métier à temps plein d'Hassan, qui, il y a quelques mois à peine, était enseignant. Au sein d'un groupe de rebelles improvisés, il a notamment le rôle de trouver des armes. « On n'avait rien pour se défendre. Il a fallu faire quelque chose », note-t-il en expliquant qu'il a

réussi à convaincre des fonctionnaires de l'Etat de lui céder des armes à feu.

Des groupes comme le sien sont apparus un peu partout en Syrie. D'autres ont été mis sur pied par des déserteurs de l'armée, qui forment aujourd'hui une coalition appelée l'Armée libre de Syrie. Certains de leurs représentants ont rencontré hier le groupe d'observateurs de la Ligue arabe, en sol syrien depuis la fin du mois de décembre. Les déserteurs, tout comme le Conseil national syrien – une organisation ombrelle des mouvements d'opposition – demandent l'imposition d'une zone d'interdiction aérienne pour créer des « secteurs sécuritaires » pour les déserteurs et les réfugiés qui tentent d'échapper à la violence.

#### Des airs de guerre civile

D'un pays limitrophe où il séjourne actuellement, Hassan se désole. La situation dans son pays ressemble de plus en plus à une guerre civile. Et les tensions interreligieuses remontent plus que jamais à la surface. Les musulmans sunnites, le groupe majoritaire auquel Hassan appartient, sont outrés de voir des membres des minorités religieuses soutenir la machine de répression de Bachar al-Assad, lui-même appartenant à la minorité alaouite. « Les gens crient dans la rue : les chrétiens à Beyrouth, les alaouites dans leurs cercueils », rapporte le jeune homme. Un slogan qui ne laisse présager rien de bon dans l'éventualité d'un renversement du régime, estime Henri Habib, professeur émérite de sciences politiques à l'Université Concordia.

**«Un peuple entier est en train de se faire tuer. Un à la fois. Ce régime ne tombera jamais à moins d'une intervention [armée de l'Occident].»**

— Un jeune opposant  
au gouvernement syrien

« On peut décrire la situation en Syrie par un mot : une poudrière », dit-il. Si Hassan désire voir l'OTAN débarquer dans son pays, M. Habib croit qu'une telle intervention équivaudrait à ouvrir une boîte de Pandore dans une région déjà déstabilisée et minée par des conflits qui dépassent souvent les frontières d'un seul pays. Un renversement par les armes du gouvernement Assad pourrait avoir l'effet d'un tremblement de terre autant en Turquie, qui peine à gérer la question kurde, qu'au Liban « à l'équilibre fragile », en Israël, en Jordanie et en Irak, estime l'expert.

Le professeur Habib et le jeune rebelle syrien s'entendent sur une chose cependant : le sang doit cesser de couler le plus vite possible dans les rues de la Syrie.

The Washington Post (USA)

## New media outlets defy Syrian clampdown

Publications, despite risks, offer alternative to establishment narrative

BY ALICE FORDHAM

BEIRUT — Throughout a nine-month-long uprising, Syrian authorities have exerted ever-tighter control over the media, routinely censoring and detaining reporters, bloggers and photojournalists. But despite the risks, a flurry of new outlets have emerged to tell stories suppressed by President Bashar al-Assad's government.

The magazines and journals — mostly produced abroad and published online — offer an alternative to established newspapers and news channels in Syria, where journalists are careful not to cross "red lines" such as criticizing the president. And, analysts say, these new media outlets represent a huge shift in the country.

"Syrian society, which had long been apathetic and sterile, has awoken through this crisis," said Peter Harling, a project director in Damascus, the Syrian capital, for the International Crisis Group. "It is proving amazingly creative, producing its own literature, displaying a powerful sense of humor and finding 1,001 ways to report events despite the media clampdown."

Nazif Jandali's two-month-old online publication, Syria Wants Freedom, has articles in Arabic about the government's security presence in cities, the work of human rights monitors from the Arab League, as well as satirical cartoons and discussions of literature. His readers are both inside and outside the country, he says.

"We started this project mainly to establish the free press in our country," said Jandali, a 28-year-old Syrian living in Saudi Arabia, "and to build awareness in Syria about what is going on during our revolution."

Like many of those who work in the new publications, Jandali was an activist before he started editing. A network of people who worked as journalists before the uprising submit their work anonymously and for free inside Syria, e-mailing it to his colleague in Damascus, he said.

### Revolutionary tone

Some Syrian journalists contributed anonymously to international publications before the uprising began, but after more than four decades of censorship and repression of political life under Assad and his father, Hafez, their numbers were few.

Now, the outlets have multiplied. Another publication, Hurriyat, or Freedoms, is produced by people who have designated themselves journalists since the protest movement gathered momentum and send stories to an editor abroad.

The Hurriyat editor, who gives his name as Kareem Lailah and says he lives in Europe, is also an activist. The publication includes analysis of the chaotic political opposition and poetic reflections



An image from last month shows Syrian actress Fadwa Suleiman speaking to the Reuters news agency over Skype from Homs. Suleiman, who, like President Bashar al-Assad, is an Alawite, joined protests last year, disillusioned by the extent of government control over film and media.



An observer with an Arab League monitoring delegation talks to a woman in al-Msefra. The group is in Syria as part of a deal brokered by the league late last year that also called for letting foreign media into the country. Few foreign journalists were given visas last year.

On life since the protests began. "The Revolution was ignited, and the earth aches in it with the free spirits," reads one of several articles translated into English on one section of the Web site.

The names of the writers are not known — sometimes even by their editors — and the tone of many of the new publications is of revolutionary fervor rather than dispassionate reportage.

Along with the magazines have come new blogs and Web sites that post protest footage and death toll updates. The Syrian government's restrictions on foreign journalists' access to the country make it difficult to verify

claims made in the new publications, as well as the identities of the reporters and editors. Few foreign journalists were granted visas last year, even after an agreement brokered by the Arab League late last year under which the government was to allow international media into the country.

"We still have some way to go before reaching the professionalism that's needed," said Shakeeb al-Jabri, a Syrian activist based in Beirut. "But it's changed the Syrian landscape."

This, Jabri added, is an impressive achievement given the environment in which reporters on

the ground operate. Syria ranked 179 out of 179 in the Reporters Without Borders group's most recent index of press freedom, even before the government crackdown on protesters began.

### Risks to journalists

Now, journalists documenting the uprising are prime targets of the security forces, said Mohamed Abdel Dayem of the Committee to Protect Journalists in New York.

"They are snatched from their homes, off the street or place of employment and held incommunicado," he said. Although the contributors to Syria Wants Freedom and Hurriyat have not been arrested, he said, all kinds of media workers have been detained, including those who worked as reporters before the revolution, bloggers such as the activist Razan Ghazzawi, and people who are not journalists in the traditional sense but have documented protests on mobile phones and uploaded the footage online.

"We have documented 28 cases of this happening," Abdel Dayem said. "They are held for days or weeks or months, more often than not subjected to abuse, more often than not released without being charged."

In more sinister cases, media figures have been kidnapped and beaten or killed. Ali Ferzat, a veteran political cartoonist, was reportedly seized in August by masked men, who beat him and broke his hands. Ferzat Jarban, a dissident who filmed protests and uploaded the footage online, was reportedly arrested in November

near the restive city of Homs and found dead the next day, his eyes gouged out.

### Secret paper distribution

Because many Syrians have limited or tightly controlled access to the Internet, the editors of Syria Wants Freedom and Hurriyat say that their colleagues inside Syria are secretly printing a few hundred copies of their publications and leaving them around the major cities of Damascus, Aleppo and Homs. A video uploaded by Lailah, the editor of Hurriyat, shows masked men stuffing copies of the publication in mailboxes in Damascus and running away.

It was not possible to independently confirm Lailah's assertion that the newspaper had been distributed. But Abir Saksouk-Sasso, an architect in neighboring Lebanon who supports the anti-government movement in Syria, said she contacted Lailah after reading his Twitter feed and distributed copies of the newspaper at a sit-in in the Lebanese capital, Beirut.

"The Syrian revolution is about the conflict between the discourses," she said. "The regime has presented one scenario ... in newspapers, state media and TV," supporting the view, widely held among Assad supporters, that if Assad falls, the country will be engulfed in civil war and that the unrest is the result of a foreign conspiracy.

"So it is important that the revolutionaries articulate their version of events," she said.

*fordham@washpost.com*

■ AFP, DPA, PI Y NOTIMEX

■ Mil 307 excarcelados desde que hay observadores de la Liga Árabe

DAMASCO, 5 DE ENERO. Las autoridades sirias liberaron a 552 detenidos "implicados" en la rebelión contra el régimen del presidente Bashar Assad, informó este jueves la agencia oficial Sana, al señalar que esas personas "no tienen las manos ensangrentadas".

Se trata del segundo grupo de detenidos liberados desde el 26 de diciembre, cuando inició sus trabajos la misión de observadores de la Liga Árabe para vigilar la situación en Siria. Y suman desde entonces mil 307 los excarcelados "implicados en los últimos acontecimientos".

La misión de observadores forma parte de un plan para salir de la crisis elaborado por la Liga Árabe, que prevé el cese de la violencia, la retirada del ejército de las ciudades y la liberación de los manifestantes detenidos.

## Siria libera a más de 500 detenidos "implicados" en la rebelión contra Assad

Previamente a la llegada de la misión de observadores internacionales, en noviembre y en diciembre, las autoridades sirias habían liberado a 5 mil 75 detenidos en actos de represión.

En Nueva York, la representación siria ante la ONU informó que a la fecha 3 mil 259 personas han sido asesinadas, entre civiles, soldados y policías, a manos de grupos armados opositores que buscan derrocar al régimen de Assad.

El informe señala que entre las bajas de uniformados destacan

nunciado la reiterada infiltración de grupos armados desde suelo turco, y que según medios de prensa en la zona se trata de mercenarios entrenados allí.

El líder del Ejército Sirio Libre, integrado por desertores del ejército regular, coronel Riad Assad, insistió en que la Liga Árabe retire a sus observadores y que intervenga la ONU en esa tarea.

Se reportó la primera deserción del gobierno sirio al marcharse a Egipto un jefe de finanzas del primer ministro y del Ministerio de Defensa, Mahmud Hay Hamad.

La información incluye el pliego de 70 militares y 164 policías, 86 asesinados por sus captores, así como el robo de más de 300 vehículos de ambos cuerpos y de casi 600 pertenecientes a civiles.

En tanto, zapadores militares desactivaron más de 50 bombas colocadas por los grupos armados antigubernamentales en distintas áreas de la norteña provincia siria de Idleb, colindante con Turquía. El gobierno sirio ha de-

# Monitors to stay in Syria

• By OREN KESSLER and Reuters

Observers will remain in Syria to monitor the government's compliance with an Arab League peace plan, Arab government sources said Thursday, despite criticism from Qatar's prime minister they had made "mistakes."

Damascus, keen to show it is respecting a peace accord, said it had released a further 552 people detained during the revolt against President Bashar Assad "whose hands were not stained with blood."

The team of monitors arrived in Syria last week to verify whether the government was implementing the agreement to scale back its military presence in cities and free thousands of prisoners detained since the uprising last March.

The League's special committee on Syria is due to meet in Egypt on Sunday to debate the initial findings of the mission, which has been criticized by Syrian activists who question its ability to assess the violence on the ground.

The activists said the teams did not have enough access and were escorted by Syrian authorities, who were manipulating them and hiding prisoners in military facilities.

James H. Anderson, an expert at the George C. Marshall European Center for Security Studies, said that since the monitors' arrival in Syria, the bloodshed only appears to have increased. "The Arab League, by its own admission, doesn't have the experience or the

numbers for a thorough monitoring mission," he told *The Jerusalem Post* by phone from Germany. Anderson said the 150 or so observers now in Syria represent a relatively tiny delegation by international standards. He noted that the UN observer mission to Kosovo in the late 1990s numbered several thousand, and were responsible for monitoring a much smaller geographical area.

On Thursday, Qatar's Prime Minister Sheikh Hamad bin Jassim al-Thani conceded the monitors had made "mistakes" in conducting their mission.

"I said we must evaluate the types of mistakes it made and without a shadow of a doubt I see mistakes, even though we went in to observe, not to stop the violence," he told UN Secretary-General Ban Ki-moon in New York. Qatar is the current holder of the rotating Arab League presidency, and was a key force in organizing the observer delegation to Syria.

Meanwhile, opposition activists insist authorities are violating their promise to withdraw troops from the streets of strife-torn towns, contradicting statements by monitors that government forces have pulled back. League Secretary-General Nabil Elaraby said in Cairo on Monday that the monitors had reported back that state forces had withdrawn from residential areas.

"We are not seeing the release of detainees or the true removal of a military presence from the streets," said Rami Abd elrahman, head of the British-based

Syrian Observatory for Human Rights. "Army tanks have been replaced with police armored personnel carriers that still have the capability to shoot heavy weaponry."

Videos uploaded by activists on the Internet showed armored vehicles hidden behind high dirt barriers. "Nabil Elaraby, you are in Cairo and we're in Baba Amr. Here are the tanks and there are your monitors," said one activist in a video uploaded on the Internet.

On Wednesday, Damascus rejected accusations from the United States that it was failing to live up to its agreement with the Arab League. "Such a statement is offensive to the Arab League... because it is a blatant interference in the core of its work, the sovereignty of its states and an unjustified attempt to internationalize [the crisis]," Foreign Ministry spokesman Jihad Makdesi said.

French Foreign Minister Alain Juppé called Syrian repression "savage" and talked of the possibility of UN action.

"The Arab League has the merit of having taken the initiative, but Arab League observers cannot allow themselves to be manipulated by the regime as the regime is trying to do," he said in Lisbon. "We hope the Arab League has clear objectives and if these objectives are not met we will work with the Security Council so it pronounces itself about the Syrian situation."

*The Washington Times* reported this

week that Iran had tried to broker a deal between Syria's government and the country's Muslim Brotherhood that would see the Islamist group express its support for Assad in exchange for four high-ranking positions in the government.

The head of the Brotherhood in Syria – who also sits on the opposition Syrian National Council executive – told the paper that Iranian Supreme Leader Ali Khamenei had sent emissaries to Istanbul in October to try to reach a deal, but the Islamist movement had refused to meet them.

"There is no way we can meet with the Iranians when they are assisting in the killing of our people," Mohammed Farouk Tayfour said. Tayfour reiterated charges that Tehran is supplying Damascus with snipers and Hezbollah operatives to aid in the crackdown, estimated to have killed at least 6,000 people since March.

Anderson said that if true, the Iranian bid reveals the value the Islamic Republic places on its decades-long alliance with Syria.

"Assad's downfall would have very significant consequences for Tehran, including the fact that its main pipeline to supply Hezbollah in Lebanon would be compromised," he said. "There has been documentation of Iranians providing security personnel and snipers to assist Assad. So this report is consistent with the importance Iran ascribes to keeping Assad in power."

The Jerusalem Post (Palestine occupée / Occupied Palestine)

# Damascus's theater of farce

*One thing is clear after the Arab League observer force's first week in Syria – it won't bring an end to the bloodshed in the country*

**S**ince the beginning of last week, a team of 70 observers from Arab countries has been in Syria. Their task is to monitor Syrian compliance with the Arab League Memorandum of Understanding signed by the Assad regime on December 19. The memorandum requires the regime to withdraw its forces and heavy weapons from populated areas, release political prisoners, allow journalists and aid workers to enter the country and commence dialogue with the opposition.

To comply sincerely with any of these requirements would spell suicide for the Syrian regime. Assad is aware that to permanently concede the monopoly of force in any areas of Syria would be to accept the inevitability that an alternative polit-

## ARAB WORLD

• By JONATHAN SPYER

ical and military leadership would begin to emerge. He has no intention of allowing this. The observers are therefore on a mission doomed in advance to failure.

Syrian acceptance of the MoU and the Arab observers is a transparent effort to gain time. The regime hopes that during the period in which the observers serve to reduce international pressure, the savage violence of the Syrian army and Alawi irregulars can begin to turn back the tide of protest. As a number of regional media outlets

have observed, the proper term for the Arab team now inside Syria should be "spectators" rather than observers.

Assad signed the MoU, after months of prevarication, on the advice of his Russian allies. Syria is reliant on the Russians for ensuring that there is no action against them at the UN Security Council. The Arab League Memorandum provides an agreeably toothless alternative to such action. Once it is decided upon, it must be given "time to succeed" (or fail), thus negating any possibility of further diplomatic action before the observers submit their report.

The performance of the observers in their first

*See DAMASCUS, Page 15*

observers in Syria were unable to stop the bloodshed there, the Jordanians were seen as making a difference on the Palestinian track. While the US and the Europeans were unable to pressure or entice Israelis and Palestinians back to talks, the Jordanians were seen hosting the talks and sitting around the table. That image is important for them: The Jordanians are players; the Jordanians matter.

This is not a bad posture to take, or a bad message to broadcast to the West, at a time of tumultuous regional change. Proving yourself useful to the world is a wise tactical move when you might have to ask help from others to weather volcanoes spilling over from Iraq in the east, Syria to the north, or even bubbling up from within. •

people have been killed, including 30 children, according to the Local Coordination Committees, which organize protests.

The obvious impotence and irrelevance of the observer force led to calls for its withdrawal later in the week from the grandly-named Arab Parliament. This Arab League-created advisory body, however, has no power to insist or decide on anything.

In a press conference in Cairo, Egyptian Arab League Secretary-General Nabil Elaraby sought to defend the role of the observers. This press conference did little to build confidence in the mission.

The shooting and sniping in Syria, Elaraby declared, must end. He added, however, that the problem in Syria is that it is so hard to know who is shooting at who.

A close statistical analysis of the 6,000 people killed in the course of the Syrian uprising might disabuse Elaraby of this impression.

It is the Syrian regime's forces that are doing the shooting. Syrian civilians are the ones being shot at. This was so prior to the regime's commitment to the MoU and the arrival of the observers. It has remained the case subsequently.

The reasons behind the curious spectacle of Arab League non-activity masquerading as activity vis à vis Syria are to be found in the realm of intra-Arab diplomacy.

Saudi Arabia and Bahrain, which are centrally concerned with facing down Iranian ambitions in the region, want to see the defeat of Assad in the shortest possible time. They are keen to swiftly move on from the Arab League level to the UN Security Council.

This has been reflected in a series of scathing editorials in Saudi media outlets this week, which criticized the performance of the observers.

Influential columnist Tariq al-Homayed, for example, writing in *Sharq al-Awsat*, said that the current performance of the observers represents a "blatant attempt to save Assad." He called for Syria to be given three days to comply with the provisions of the Arab Memorandum. If this is not done, Homayed recommended the transfer of the Syrian "file" to the UN Security Council and the subsequent imposition of a no-fly zone and buffer area.

Homayed listed a number of regional states that he would like to see involved in this effort – including Turkey, Morocco, Kuwait, the United Arab Emirates, Libya and Qatar. He notes specifically that the Arab League as an entity need not necessarily be involved.

Other Arab states, however, do not in any way adhere to this view.

Some, such as Lebanon and Iraq, are themselves allied with Syria and Iran and therefore share Assad's interest in stalling and preventing any coherent action. Others, including Egypt, do not hold to the Saudi sense of urgency regarding the need to deal a blow to Iran and its regional assets. Rather, they are mainly concerned with preventing the possibility of Western intervention into Syria, at the heart of the Arab world. The Arab League MoU and the subsequent dispatch of the observers reflect this agenda.

Until now, the net result of this has been the farcical performance of the Arab observers under the command of the redoubtable Ad-Dabi of Darfur. Meanwhile, Assad is continuing to slaughter his civilian population with abandon. Whatever the outcome of the crisis in Syria, it can be said with certainty that the Arab League will not be the instrument that brings the slaughter to an end. •

## DAMASCUS

Continued from Page 14

week in the field did not disappoint, from the Syrian regime's point of view. The delegation is led by former Sudanese Intelligence Minister Mustafa al-Dabi. Dabi's main qualification for this position is that he himself narrowly avoided an arrest warrant for charges related to his suspected involvement in the genocide in Darfur.

Dabi's actions on the ground in Syria were a clumsy and obvious charade. The Syrian Army removed its armor from the besieged city of Homs for a day. Dabi and his colleagues toured the city, initially accompanied by an officer of the notorious 4th Armored Division.

Dabi reported that he had found nothing "frightening" in Homs and that the overall impression he had gained was "reassuring."

In the period since the observers entered Syria, 390 peo-

# L'Armée syrienne libre évoque « l'échec » des Arabes

**Révolution** Les appels se multiplient pour renvoyer le dossier à l'ONU ; manifestations massives prévues aujourd'hui.

Le chef militaire rebelle syrien a qualifié hier d'échec « la mission des observateurs arabes en Syrie en raison de la répression incessante de la révolte populaire », et appellé à une aide de l'ONU. Le colonel Riad Assaad, chef de l'Armée syrienne libre (ASL), qui rendait quelques 40 000 militaires ayant fait défaut de l'armée syrienne. Il faisait référence au Comité ministriel arabe chargé du dossier syrien qui se réunira dimanche au Caire pour entendre le rapport du chef de la mission d'observateurs de plus en plus décrue par l'opposition syrienne. « Nous sou-

montrons que la Ligue arabe se désiste et permette à l'ONU, la plus habillée à trouver des solutions, d'assurer la responsabilité », a dit le colonel Assaad, battu en Turquie et joint au téléphone depuis Beyrouth, ajoutant : « Nous, et le « peuple syrien, sommes pour le transfert du dossier à l'ONU car les Arabes ne sont capables de prendre aucune décision réelle sur la Syrie. » Le colonel Assaad en outre a confirmé une rencontre entre des observateurs arabes et des membres de l'ASL à Horns, un haut lieu de la contestation. Sur une vidéo diffusée par des militaires sur YouTube, on voit des hommes et d'autres portant telle ou telle couleur des observateurs, un porte-parole des Nations unies a indiqué hier que des experts en droit de l'ONU pourraient former des observateurs de la Ligue arabe afin de les aider à examiner les conditions de la répression en Syrie. La controverse suscitée par la mission des observateurs a incité plusieurs parties à favoriser une intervention de l'ONU pour mettre fin à la répression. Pour mettre fin au désaccord, selon le régime, mené par le régime du président Bachar el-Assad, qui a fait plus de 5 000 morts depuis le 15 mars selon l'ONU.

La commission chargée d'élaborer une nouvelle Constitution en Syrie a décidé d'abolir le référendum présidentiel en vigueur depuis 1971 au profit d'élections plurrielles, a affirmé un membre de la commission, Kadi Jamil, au quotidien indépendant al-Wafiq. M. Jamil, ajoutant que la durée du mandat présidentiel n'avait pas encore été décidée. Les membres de la commission souhaitent également annuler l'article 8 de la Constitution, qui fait du parti Baas le « dirigeant de l'Etat et de la société », a assuré M. Jamil, conseiller aux baassistes de renonce à cet article à l'occasion du 40e congrès du parti. La nouvelle loi a également ratifié la séparation des trois

puissances militaires syriennes : l'armée régulière, les milices et les groupes armés rebelle. « Nous souhaitons que ces combattants soient des officiers dissidents et non un « gang armé » comme l'affirme le régime.

## La position du Qatar

Le Premier ministre du Qatar, cheikh Hamad ben Jassan al-Thani, président du Conseil ministériel, a évoqué une possible aide de l'ONU pour les observateurs en déclarant que ces derniers avaient fait « des erreurs » en raison d'un manque d'expérience. Il a aussi indiqué, lors d'une rencontre mercredi avec le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, que la Ligue arabe devait décider après avoir entendu le rapport demandé si cette mission allait se poursuivre et comment. À ce sujet, un porte-parole des Nations unies a indiqué hier que les experts en droit de l'ONU pourraient former des observateurs de la Ligue arabe afin de les aider à examiner les conditions de la répression en Syrie. La controverse suscitée par la mission des observateurs a incité plusieurs parties à favoriser une intervention de l'ONU pour mettre fin à la répression. Pour mettre fin au désaccord, selon le régime, mené par le régime du président Bachar el-Assad, qui a fait plus de 5 000 morts depuis le 15 mars selon l'ONU.

Parallèlement, l'opposition syrienne a dénoncé le « manque de professionnalisme » des observateurs arabes, ainsi que les moyens déboussolés dont use le régime pour entraver « leur travail ». « Tout le monde est conscient des dangers qui menacent notre révolution. Nous sommes dans la rue » avec notre revendication légitime pour une internationalisation de notre cause », ont écrit les militants pro-démocratie, en appelant à des protestations massives



Une image prise par l'agence SANA et diffusée sur YouTube, montre un groupe de prévenus pris part des 52 détenus libérés hier par Damas.

chef du gouvernement syrien, qui avait annoncé sa défection lors d'une conférence de presse à Doha, selon la télévision al-Jazeera, accusé le régime de recevoir des « sides financiers d'Irak et d'Iran », ajoutant que Damas avait dépensé deux milliards de livres syriennes (40 millions de dollars) pour payer les militaires qui répugnent les manifestants aux côtés des forces de sécurité et de l'armée. Dans une autre déclaration à la télévision al-Arabiya, M. Haj Hamad a affirmé que « les responsables du gouvernement vivent tous dans une sorte de prison et personne ne peut se déplacer sans être accompagné par des hommes des services de sécurité. Tout un chacun veut faire déflection, mais a peur pour sa famille »,

(Sources : agences Presse AP et rédaction)

Aides « finlandaises » irakiennes et iraniennes à Damas ?

Sur le terrain, la répression a

Today's Zaman (Turquie / Turkey)

# OPPOSITION: ASSAD ARMORED VEHICLES STILL IN CITIES

Opposition groups in the cities of Idlib in the north, central Homs and Deraa in the south said the army had hidden armor in dugouts and replaced tanks with blue armored vehicles said to belong to police forces. Rights groups say there may be more than 30,000 in prison



Anti-government protesters carry the body of Fawaz al-Mahameed, who was killed in earlier clashes with government forces, in Balte Amro near the Syrian city of Homs.

Opposition activists said armored vehicles were still in the streets of Syrian cities ready to act against protesters, contradicting statements by Arab League peace monitors that troops had withdrawn. Opposition groups in the cities of Idlib in the north, central Homs and Deraa in the south said the army had hidden armor in dugouts and replaced tanks with blue armored vehicles said to belong to police forces.

On Tuesday, Syrian authorities reportedly released 552 people detained during the 10-month revolt against the rule of President Bashar al-Assad. Syrian state television said on Tuesday: "Syria released 552 people who were involved in recent events whose hands were not stained with blood," the station said in a news brief.

An Arab League mission arrived in Syria last week to verify whether the government was implementing a peace plan under which it had agreed to withdraw its military presence from residential areas and to release thousands of prisoners detained since the uprising against President Bashar al-Assad began last March.

League Secretary General Nabil Elaraby said in Cairo on Monday the monitors had reported back that state forces had withdrawn from residential areas. The mission was monitoring a halt to bloodshed and had secured the release of about 3,500 prisoners, he said.

"We are not seeing the release of detainees or the true removal of a military presence from the streets," said Ramy Abdellatif, head of the British-based Syrian Observatory for Human Rights.

"Army tanks have been replaced with police armored personnel carriers that still have the capability to shoot heavy weaponry." Videos

loaded on the Internet which showed a team of orange-clad men who appeared to be League monitors standing near an armored vehicle behind a barrier. Such footage is impossible for Reuters to verify and Syria has barred entry to most foreign journalists.

## 'Blatant interference'

Washington accused the government of trying to invoke more violence to justify resolution.

The Syrian government on Wednesday rejected accusations from Washington that it was failing to live up to its agreement with the Arab League.

"Such a statement is obscene to the Arab League ... because it is a blatant interference in the course of its work, the sovereignty of its states and an unjustified attempt to internationalize (the Syria crisis)," Foreign Ministry spokesman Jihad Makhlouf said in a statement. "This is a pre-emptive stance that damages the performance of the Arab moni-

sors' mission prior to their first initial report."

The mission is expected to report on its first week of work by the end of this week.

French Foreign Minister Alain Juppe said state repression in Syria was "savagery".

"The Arab League has the merit of having taken the initiative, but Arab League observers cannot allow themselves to be manipulated by the regime as the regime is trying to do," he said in Lisbon.

"We hope the Arab League has clear objectives and if these objectives are not met we will work with the Security Council so it pronounces itself about the Syrian situation." Activists said the monitors visited the main prison in Homs, a bathed in protest.

They were greeted with chants of "freedom, freedom" and "the people want the fall of the regime," the activists stated, citing leaked messages from detainees and prison guards. *Berlin Reuters/AP*

## Qatari Prime Minister al-Thani says Arab observers make 'mistakes' in Syria mission

Arab League monitors made "mistakes" in Syria during a mission to investigate a crackdown on nine months of antigovernment protests, Kuwait's state news agency quoted the prime minister of Qatar as saying, without elaborating. "This is the first experience for us ... and I said we must evaluate the types of mistakes it [the mission] made and without a shadow of a doubt I see mistakes, even though we went in [to Syria] to observe, not to stop the violence," said Sheikh Hamad bin Jassim al-Thani after

"mistakes," but said he was seeking "technical help" from the UN. No comment was immediately available from Qatari officials on the report from KUNA, the Kuwaiti state news agency. The team of observers arrived

in Syria last week to verify whether the government was implementing a plan to scale back its military presence and free thousands of prisoners detained since the uprising against President Bashar al-Assad's rule began last March.

The observer mission has stirred controversy, with rights



Gulf News (EAU / UAE)

# Free Syrian Army demands observer pullout

Arab team comes under scathing criticism from activists for its failure to stem killings despite its presence

**Damascus** (AFP) The head of the Free Syrian Army demanded yesterday that the Arab League pull its observer mission out of the country over its failure to halt almost 10 months of bloodshed.

Colonel Riad Al Asaad issued the call after the Arab League turned to the United Nations for help and admitted "mistakes" in the monitoring mission launched less than two weeks ago.

"We hope they will announce that their mission was a failure and that they will be withdrawn," Al Asaad, who is based in Turkey, said in the telephone interview with AFP in Beirut.

"We call on the Arab League to step aside and let the United Nations take over responsibility as it is more apt to find solutions," he added.

Arab League ministers are to discuss the mission at a Sunday meeting in Egypt, and Colonel Al Asaad said his group did not want the observers to be sent back to Damascus after that meeting. "We don't want them back in Syria," he said.

The observers have been in Syria since December 26 trying to assess the implementation by President Bashar Al Assad's regime of a peace accord aimed at ending a fierce crackdown on democracy protests that erupted in March.

The mission has come in for scathing criticism from Syrian democracy activists, who denounced it as "unprofessional."

## Frustration

Meanwhile, Jeffrey Feltman, the US assistant secretary of state for Near East Affairs, was holding talks in Cairo with the Arab League about the Syrian crisis, amid mounting frustration over the unrelenting violence.

Qatari Prime Minister Shaikh Hamad Bin Jasem Al Thani, who heads an Arab League task force on



We call on the Arab League to step aside and let the United Nations take over responsibility as it is more apt to find solutions."

**Colonel Riad Al Asaad**  
Head of the Free Syrian Army

but we went there not to stop the killing but to monitor." The prime minister said it was President Al Assad's job to stop the killings, which the United Nations last month put at more than 5,000 since March.

The monitors had done their best, Shaikh Hamad was quoted as saying, but they do not have enough experience.

That is why "we need the experience from the UN and we need to see how we can evaluate if they go back, how they will work."

Arab League ministers are to discuss the mission at a meeting on Sunday.

Shaikh Hamad said ministers would evaluate the crisis and "we will see whether we can continue the mission or not and how we can continue the mission. But we need to hear the reports of the people who have been on the ground first."

Arab League observers have been in Syria since December 26 trying to assess Al Assad regime's implementation of a peace agreement aimed at ending the violence.

The mission has come in for scathing criticism from Syrian democracy activists who denounced it as "unprofessional" after the Arab League chief admitted snipers remained active in the country despite its presence.

## ALLEGATIONS

# Defector accuses Iraq, Iran of funding crackdown

Claims local militias were paid millions to suppress protests

**Dubai** (AFP) Iraq and Iran are aiding the Syrian regime financially in its crackdown on protests, a former official in President Bashar Al Assad's regime alleged yesterday in a report on Al Jazeera's website.

Mahmoud Sulaiman Haj Hamad made the allegations at a press conference in Cairo after announcing his defection from the regime, according to the satellite network's Arabic-language website.

"The Syrian regime receives financial support from Iraq and Iran," said Hamad, without providing details.

Damascus has spent some two billion Syrian pounds (Dhs46.9 million)

on payments to local militias to suppress the anti-government protests that the UN says has left more than 5,000 people dead since March, he added.

In a separate statement to the Al Arabiya satellite channel, Hamad said many Syrian officials want to defect but "they are too afraid."

"Everyone wants to defect but they're too worried about their families," he said.

"Syrian government officials live in a kind of prison... No one can go anywhere without being accompanied by a member of the security services," he added.

the experience the UN has, because this is the first time

ures by which the United Nations could support the

country and that hundreds of people have been killed

The Khaleej Times (EAU / UAE)

## Syrian actress plays a role in revolution

AMMAN — Syrian actress Fadwa Suleiman says she was drawn to a life in drama because of its promise of freedom.

Disillusioned at the level of state control even in theatre and film, she joined protests last year against President Bashar Al Assad and now takes the stage at demonstrations in the city of Homs, centre of resistance to his family's four-decade rule.

Cutting her hair short like a boy and moving from house to house to evade capture, Suleiman has become one of the most recognised faces of the 10-month uprising against Assad.

She played no part in the early demonstrations that broke out in March, but a deep-seated rebellious streak - which only increased when she joined the state-run High Conservatory for Theater Arts - drew her towards the protests.

"I chose to study theatre because I thought theatre means freedom to think and to express oneself," Suleiman said in a Skype interview from Homs.

Describing her time at the conservatory, which like most culture in Syria is controlled by the state, she said she slowly discovered that "my country wants to drain every culture and content from its citizens."

"I became opposed to the way we work, to the humiliation, the degradation in human interaction. Everywhere you go, even a theatre or a film company, you feel you have entered a security branch," she said.

"Authors write the worst scripts but they are chosen because they have links to security."

Before the uprising, Suleiman was known for her roles in television, radio, cinema and theatre, playing an art teacher at an or-

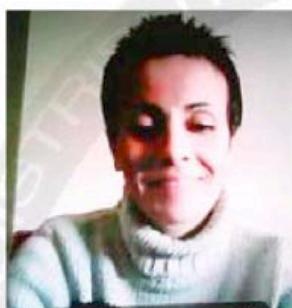
phanage in *Small Hearts*, a television series that helped raise awareness about human organ trafficking and was broadcast by several Arab channels. She also acted in an Arabic adaptation of Henrik Ibsen's *A Doll's House* at the Qabbani theater in Damascus.

When the uprising broke out Suleiman, who is in her 30s, became increasingly active as Syria's intelligentsia mobilised in support of the pro-democracy protesters.

She has appeared at rallies demanding Assad's removal, sharing the podium with soccer star Abdelbasset Sarout, one of a number of Syrian celebrities who have backed the revolt.

Veteran actresses Mona Wassef and May Skaf, singer Asala Masri, film director Nabil Maleh and composer Malek Jandali are among other Syrian figures who have supported the uprising.

She has also delivered impassioned monologues to camera, calling for peaceful protests to continue across the country until Assad is overthrown. In one video message in November, she said security forces were searching Homs neighbourhoods for her and beating people to force them to reveal her hiding place.— Reuters



Fadwa Suleiman

Khaleej Times (EAU / UAE)

# Syria: Arab League turns to UN for help

## Qatar PM admits mistakes as opposition steps up criticism of monitors

DAMASCUS — The Arab League has turned to the United Nations for help after admitting “mistakes” in its Syria monitoring mission, which has come in for withering criticism for its failure to stem bloodletting.

Meanwhile, Jeffrey Feltman, the US assistant secretary of state for Near East Affairs, was on Thursday to hold talks in Cairo with the Arab League about the Syrian crisis, amid mounting frustration over the unrelenting violence.

His meeting comes as President Bashar Al Assad’s regime, which accuses the United States of “gross interference” in Arab affairs, said it freed 552 people detained for involvement in unrest and who have “no blood on their hands.”

Qatari Prime Minister Sheikh Hamad bin Jassem Al Thani, who heads an Arab League task force on Syria, on Wednesday discussed the deadly protest crackdown with UN leader Ban Ki-moon in New York, Kuwait’s KUNA news agency reported.

“We are coming here for technical help and to see the experience the UN has, because this is the first time the Arab League is involved in sending monitors, and there are some mistakes,” said Sheikh Hamad, quoted by KUNA.

A UN spokesman said only that Ban and the sheikh “discussed practical measures by which the United Nations could support the observer mission of the Arab League in Syria.”

The sheikh would not say what mistakes had been made. Syrian opposition groups say the monitors have been kept under too tight a rein in the country and that hundreds of people have been killed despite the presence of the observers.

“This is the first experience for us. I said we have to evaluate what



**Demonstrators protesting against Bashar Al Assad wait for the arrival of Arab League observers in Deir Balaba near Homs. — Reuters**

sorts of mistakes” have been made, said the Qatari prime minister.

“There is no doubt for me. I can see there are mistakes, but we went there not to stop the killing but to monitor.”

The prime minister said it was President Assad’s job to stop the killings, which the United Nations last month put at more than 5,000 since March. The monitors had done their best, Sheikh Hamad was quoted as saying, but they do not have enough experience.

That is why “we need the experi-

ence from the UN and we need to see how we can evaluate if they go back, how they will work.” Arab League ministers are to discuss the mission at a meeting on Saturday.

Sheikh Hamad said ministers would evaluate the crisis and “we will see whether we can continue the mission or not and how we can continue the mission. But we need to hear the reports of the people who have been on the ground first.”

Arab League observers have been in Syria since December 26 trying to assess the Assad regime’s

implementation of a peace agreement aimed at ending the violence.

The mission has come in for scathing criticism from Syrian democracy activists who denounced it as “unprofessional” after the Arab League chief admitted snipers remained active in the country despite its presence. The criticism came from the Local Coordination Committees, which also added that the Syrian regime was finding it easy to deceive the Arab observer mission. — AFP

Saudi Gazette (Arabie saoudite / Saudi Arabia)

# Syria: Arab League turns to UN for help

## Qatar PM admits mistakes as opposition steps up criticism of monitors

DAMASCUS — The Arab League has turned to the United Nations for help after admitting “mistakes” in its Syria monitoring mission, which has come in for withering criticism for its failure to stem bloodletting.

Meanwhile, Jeffrey Feltman, the US assistant secretary of state for Near East Affairs, was on Thursday to hold talks in Cairo with the Arab League about the Syrian crisis, amid mounting frustration over the unrelenting violence.

His meeting comes as President Bashar Al Assad’s regime, which accuses the United States of “gross interference” in Arab affairs, said it freed 552 people detained for involvement in unrest and who have “no blood on their hands.”

Qatari Prime Minister Sheikh Hamad bin Jassem Al Thani, who heads an Arab League task force on Syria, on Wednesday discussed the deadly protest crackdown with UN leader Ban Ki-moon in New York, Kuwait’s KUNA news agency reported.

“We are coming here for technical help and to see the experience the UN has, because this is the first time the Arab League is involved in sending monitors, and there are some mistakes,” said Sheikh Hamad, quoted by KUNA.

A UN spokesman said only that Ban and the sheikh “discussed practical measures by which the United Nations could support the observer mission of the Arab League in Syria.”

The sheikh would not say what mistakes had been made. Syrian opposition groups say the monitors have been kept under too tight a rein in the country and that hundreds of people have been killed despite the presence of the observers.

“This is the first experience for us. I said we have to evaluate what



**Demonstrators protesting against Bashar Al Assad wait for the arrival of Arab League observers in Deir Balaba near Homs. — Reuters**

sorts of mistakes” have been made, said the Qatari prime minister.

“There is no doubt for me. I can see there are mistakes, but we went there not to stop the killing but to monitor.”

The prime minister said it was President Assad’s job to stop the killings, which the United Nations last month put at more than 5,000 since March. The monitors had done their best, Sheikh Hamad was quoted as saying, but they do not have enough experience.

That is why “we need the experi-

ence from the UN and we need to see how we can evaluate if they go back, how they will work.” Arab League ministers are to discuss the mission at a meeting on Saturday.

Sheikh Hamad said ministers would evaluate the crisis and “we will see whether we can continue the mission or not and how we can continue the mission. But we need to hear the reports of the people who have been on the ground first.”

Arab League observers have been in Syria since December 26 trying to assess the Assad regime’s

implementation of a peace agreement aimed at ending the violence.

The mission has come in for scathing criticism from Syrian democracy activists who denounced it as “unprofessional” after the Arab League chief admitted snipers remained active in the country despite its presence. The criticism came from the Local Coordination Committees, which also added that the Syrian regime was finding it easy to deceive the Arab observer mission. — AFP

Tehran Times (Iran)

# Group claims kidnap of Iranians in Syria

TEHRAN  
Political Desk A

Unheard of group, called "movement against the Shiite tide in Syria," has claimed responsibility for the abduction of Iranian engineers and technicians in Syria and warned Iran of the consequences of supporting Damascus, the Daily Star reported on Wednesday.

Iranian engineers and technicians on December 20 and two other Iranian experts on December 21 in the restive Syrian city of Homs.

"We took upon ourselves the task of detecting and hitting all forms of support provided by both Iran and Hezbollah to the (Syrian government)," the abductors said in a statement.

The group said the first achievement was "the detention of five unidentified gunmen abducted five

Iranians as an initial warning to Iran and Hezbollah of the consequences of their ongoing support of the (Syrian government) to suppress the blessed Syrian revolution in all parts of the country in general, and in Homs, the heart of the revolution."

"We warn Iran and Hezbollah that their members will face the same fate as the five Iranians if they don't immediately stop providing all forms of support to the (Syrian government)," the group said.

Iranian officials have strongly condemned the abduction of Iranian experts and called on the Syrian government to try to obtain the release of Iranians. Syrian officials have also promised that they will make every effort to identify the abductors and reveal the hidden agenda behind the incident.

Global Times (Chine / China)

## Arabs turn to UN for Syria advice

The Arab League has turned to the United Nations for help after admitting "mistakes" in its Syria monitoring mission, which has come in for withering criticism for its failure to stem bloodletting.

Qatari Prime Minister Sheikh Hamad bin Jassem al-Thani, who heads an Arab League task force on Syria, on Wednesday discussed the deadly protest crackdown with UN leader Ban Ki-moon in New York, Kuwait's KUNA news agency reported.

"We are coming here for technical help and to see the experience the UN has, because this is the first time the Arab League is involved in sending monitors, and there are some mistakes," said Sheikh Hamad, quoted by KUNA.

The monitors had done their best, Sheikh Hamad was quoted as saying, but they do not have enough experience.

That is why "we need the experience from the UN and we need to see how we can evaluate if they go back, how they will work."

In bid to show it was implementing the Arab peace roadmap, President Bashar al-Assad's regime yesterday announced the release of 552 prisoners, taking to almost 4,000 the number freed since the start of November.

"The released persons are not involved in terrorist bloody acts of killings and explosions against Syrians," it said.

.....  
AFP